

Gestion durable de l'Eau : quelle place dans la perspective des élections municipales ?

Enjeux de la gestion durable de l'eau :

I – Des enjeux court / moyen / long terme à concilier

➤ Court terme :

➤ Muriel Floriat, AMORCE

- S'organiser /se réorganiser post-transfert de compétences – prendre en main un patrimoine et mettre en œuvre la stratégie décidée dans les études préalables au transfert en termes de niveau de service
Ex : la stratégie de renouvellement du patrimoine enterré, l'atteinte des objectifs de rendement
- Tout en assurant la continuité du service : qualité de l'eau, continuité du traitement

○ Jean-Luc Ventura, UIE

- L'idée d'un **message politique incitatif cohérent avec les conclusions des Assises est indispensable pour éviter de dégrader encore plus l'équation économique de l'eau en France.**
- Ce message pourrait **valoriser les élus qui ont une gestion patrimoniale pérenne de l'eau et ses infrastructures.** En cette année électorale qui rime souvent avec annonces de baisse de prix du service public, l'importance d'un message politique incitatif prend tout son sens pour garantir un équilibre financier aux services d'eau et d'assainissement.
- Le prix de l'eau est celui du service de l'eau : de l'acheminement, du traitement... il faut que le prix du service d'eau permette l'entretien et le renouvellement nécessaire pour avoir des infrastructures de qualité et résilientes : améliorer rendement, réduire les fuites, enrayer la montée des coûts d'exploitation...
- Les collectivités baissant leur prix de l'eau pourraient contribuer à un fonds de solidarité pour soutenir leurs voisins qui auraient des

difficultés de financement de leurs travaux et investissements. La mise en application d'un plan pluriannuel d'investissement cohérent permettrait de valoriser cette décision.

- **Initier une démarche de gestion patrimoniale des infrastructures comme des actifs, accompagner les collectivités rurales dans l'ébauche de cartographie / SIG** de leurs infrastructures c'est tout le sens d'un projet auquel nous participons avec la Banque des territoires à travers une démarche d'hackathon qui a mis en lumière une équipe de data scientist qui travaillent sur un service aux collectivités permettant de numériser les plans papier des collectivités qui souhaitent initier une démarche de gestion patrimoniale et aller vers un SIG.
- Dès maintenant **apprendre à anticiper les crises liées à l'eau**, cf épisode de sécheresse prolongée de l'été 2019, mettre en place des plans de prévention sécheresse par exemple et définir la gouvernance en cas de pénurie.

➤ **Moyen terme :**

➤ **Muriel Floriat**

- Atteindre le bon état des milieux : 2027
 - défi des micropolluants, lutte contre les plastiques,
 - défi du temps de pluie
 - volet GEMA

➤ **Jean-Luc Ventura**

- **Analyser les comportements et identifier les leviers du changement** : par les compteurs intelligents, analyse des pics de consommation, campagne de sensibilisation en situation de sécheresse, réaction des usagers en situation de crise liée à l'eau...
- **Préserver la ressource en eau potable en développant le recours à d'autres catégories d'eau** : protection, économies, partage et alternatives
Focus : REUT pour des usages pas seulement agricoles mais aussi urbains + stockage et récupération d'eau de pluie
- **L'eau comme frein au développement économique** ex : région Bretagne.

➤ **Long terme :**

➤ **Muriel Floriat**

Ancrer plus fortement la politique de l'eau dans la transition écologique / adapter au changement climatique

- Transition énergétique : sobriété et production d'ENR
- Faire en sorte d'éviter la mal-adaptation => solutions sans regrets

II - Des changements de méthodes de travail nécessaires

➤ **Muriel Floriat**

- La politique de l'eau a un rôle fort à jouer dans la stratégie de lutte et d'adaptation au changement climatique des territoires
- Pour ce faire, les stratégies eau doivent démontrer leur contribution aux grandes politiques des territoires et s'assurer que les grands enjeux eau sont bien intégrés dans les politiques des territoires
- Nécessite pour les élus d'être en interaction avec leur homologue urbanisme, dev. économique, santé, déchets...
- Avec un arbitrage politique fort en politiques publiques légitimes mais parfois contradictoire => dès le programme

Sur le site d'amorce programme - à projeter

➤ **Jean-Luc Ventura**

- L'UIE prépare dans la perspective des élections municipales une série de podcasts sur les grands enjeux de l'eau des 10 prochaines années afin de sensibiliser les élus à l'importance de leur rôle dans l'exercice de cette compétence
- La FNTF prépare un questionnaire à destination des futurs élus pour les amener à s'engager sur un certain nombre de sujet sur lesquels ils exercent ou exerceront la compétence et en lien avec les infrastructures. Des exemples concrets concernant la réutilisation des eaux usées traitées, l'utilisation du potentiel énergétique des boues pour les transformer en biogaz ...

III - Qui finance et comment on finance ?

Contexte :

- Pouvoir bénéficier des fonds européens FEDER pour les investissements dans les infrastructures de l'eau + renouvellement

-
- **Muriel Floriat**

Aujourd'hui l'eau paie eau et la biodiversité => le petit cycle finance le grand cycle, 80% repose sur la facture d'eau. et des discussions sur redevances pollution domestique et modernisation peu favorables aux coll

AE aident mais moins car leurs missions sont de plus en plus larges

Solutions dédiées qui permettent d'envisager des investissements tels que comme aquaprêt (à ce jour 300 millions d'engagés sur l'enveloppe des 2 milliards dédiés)

Tarification en fonction des usages (tarif agriculture à revoir) car nécessité d'élargir l'assiette des contributeurs :

CEV : redevance artificialisation

Mobiliser les financements d'autres métiers

- CEE / énergie

➤ **Jean-Luc Ventura**

- La qualité de la ressource peut être aujourd'hui affectée par les micropolluants : résidus médicamenteux, produits cosmétiques et d'entretien que l'on retrouve en sortie de stations d'épuration.
- Pour faire face à ce risque pour les milieux aquatiques et la santé humaine, il a été proposé, en application du principe pollueur payeur de mettre en place une nouvelle redevance « micropolluants dans les eaux usées domestiques et assimilées », qui bénéficierait aux agences de l'eau, dans le cadre de la loi économie circulaire. Les fonds collectés seraient fléchés vers des actions favorisant l'écoconception, la sensibilisation des citoyens à cette problématique, et le traitement en sortie de STEP. Cette redevance serait due par les metteurs sur le marché de produits appartenant à ces catégories. Le dispositif n'a pas été retenu mais pourrait s'inviter dans les débats en prochaine loi de finances.